

Appel aux membres du Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition dans le contexte de la crise COVID-19

FIAN International, en sa qualité de Secrétariat du Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition (GNRTFN), exprime son inquiétude quant à la situation mondiale actuelle déclenchée par la pandémie de COVID-19. L'expansion rapide du virus exacerbe les violations systématiques du droit à l'alimentation et à la nutrition (RTFN) contre lesquelles nous luttons depuis des décennies. Nous exprimons également notre solidarité avec toutes les personnes touchées par le virus, ainsi qu'avec celles qui subissent les conséquences négatives des mesures mises en place pour enrayer sa propagation.

Si nous ne sous-estimons pas les effets négatifs généralisés que le COVID-19 laisse dans son sillage, nous pensons que cette crise offre également la possibilité de renforcer notre travail commun autour du RTFN.

COVID-19 entraîne des urgences sanitaires dans de nombreux pays du monde, ce qui peut conduire à une crise alimentaire et à une crise plus large des droits humains. On s'attend à ce que les répercussions de la pandémie et les mesures prises pour la contrer intensifient les violations des droits humains en cours ainsi que les causes structurelles qui les provoquent. Parmi celles-ci figurent l'abandon des petits producteurs d'aliments au profit de la production alimentaire agro-industrielle de sociétés transnationales, ainsi que l'absence de protection sociale et de politiques d'aide aux personnes les plus touchées par des crises de cette ampleur. Plus concrètement, il s'agit de savoir comment les pratiques dominantes telles que l'accaparement des terres, les monocultures à grande échelle et l'élevage industriel contribuent à la propagation de virus et d'agents pathogènes, intensifiée par la destruction de l'environnement et le changement climatique.

Les conséquences de la pandémie actuelle sont aggravées par la réduction de la capacité de réaction des services publics, qui résulte de la privatisation et de la financiarisation du secteur de la santé, le démantèlement des systèmes publics de protection sociale et la réduction des normes de protection du travail. Nous reconnaissons que ceux et celles qui se trouvent déjà dans des situations de **marginalisation et de vulnérabilité seront les plus touché·e·s, en raison des divers types de discrimination, comme le racisme et le sexisme, dont ils et elles font l'objet. En outre, la répression et la criminalisation croissantes dans un contexte d'autoritarisme croissant constituent un terrain fertile pour de nouveaux abus de pouvoir et de nouvelles violations des droits humains sous couvert d'un "état de nécessité ou d'exception".**

Alors que COVID-19 continue de se répandre, plusieurs membres et partenaires du GNRTFN ont identifié et suivi les impacts de la crise sur les personnes et les communautés. Ils ont également été témoins des mesures adoptées par les gouvernements nationaux ou locaux, qui ont eu un impact négatif sur la qualité, l'accès, la disponibilité et la durabilité de la nourriture. En réponse, les membres et les partenaires du GNRTFN ont identifié et élaboré des propositions pour faire respecter le RTFN et d'autres droits humains connexes dans le contexte actuel.

Dans les paragraphes ci-dessous, nous avons résumé plusieurs mesures positives et négatives **annoncées et mises en œuvre par les gouvernements, et observées par les membres et partenaires** du GNRTFN. Nous avons également inclus quelques solutions alternatives à certains aspects de la crise proposées par les membres.

- Dans certains pays, la fermeture des écoles implique la suspension des programmes d'alimentation scolaire. Cela signifie que les enfants vivant dans la pauvreté ne peuvent plus avoir accès au seul repas qui leur est offert. À Madrid, l'approvisionnement en nourriture a été confié aux

grandes chaînes alimentaires, qui fournissent des pizzas et des sandwiches aux enfants, ce qui va à l'encontre du droit à une nourriture adéquate. Des groupes de paysans locaux proposent que la nourriture soit fournie par des agriculteurs locaux qui assureraient une alimentation adéquate aux familles. Entre-temps, les villes de Sao Paulo et de Pernambuco au Brésil ont proposé que les écoles continuent à fournir de la nourriture aux familles une fois par semaine. Certaines de ces écoles mènent des programmes d'approvisionnement alimentaire en partenariat avec de petits producteurs locaux.

- Les autorités de Madrid ont fermé les centres d'assistance sociale et les centres d'hébergement. Même si les autorités ont annoncé la distribution de nourriture pour les sans-abri, cela ne s'est pas produit immédiatement. À Rio de Janeiro, l'entité de supervision de la sécurité alimentaire nationale a publié un règlement pour garantir que plus de 2 000 personnes aient accès à une alimentation adéquate dans les restaurants populaires. Les mesures comprennent : la poursuite du travail du "Programa Restaurante Cidadão" ; l'adoption de mesures visant à réduire le flux de visiteurs ; la distribution de colis alimentaires à l'extérieur des restaurants ; l'établissement d'une distance minimale entre les utilisateurs dans les files d'attente ; la diffusion d'informations sur les mesures sanitaires à prendre ; l'approvisionnement en désinfectants ; et la fourniture d'une alimentation adéquate comprenant des légumes cuits, des salades et des fruits.
- Au Brésil, le Forum brésilien pour la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FBSSAN) a lancé une série de recommandations pour protéger le droit à l'alimentation et lutter contre la faim. Ces recommandations à l'intention de l'administration fédérale, des États et des municipalités soulignent que les décisions et les politiques actuelles visant à lutter contre la COVID-19 doivent donner priorité à la vie et à la dignité humaine, et être fondées sur une approche des droits humains. Parmi les actions urgentes, il faudrait, par exemple, mettre en place des comités d'urgence contre la faim et des mesures qui renforcent l'agriculture paysanne, garantissent la distribution de nourriture aux groupes les plus vulnérables, protègent les politiques publiques telles que la "Bolsa Família", et contrôlent le stockage et les prix des aliments.
- En Suisse et en Italie, les autorités ont ordonné la fermeture des marchés de paysans et ont restreint la distribution hebdomadaire de nourriture par les coopératives agricoles, tandis que les supermarchés restent ouverts. Les organisations paysannes soulignent que ces mesures favorisent clairement les supermarchés. Plus concrètement, cela conduit à la perte de nourriture adéquate produite par des pratiques agro-écologiques, à la réduction des prix obtenus par la distribution directe, à la diminution de l'accès des populations aux fruits et légumes biologiques et à la réduction des revenus des paysans. En Suisse, les organisations paysannes ont envoyé une lettre aux autorités pour demander des solutions proportionnelles : ouvrir les marchés et assurer une distance physique suffisante entre les stands, garantir le soutien des services sociaux pour réguler le flux de clients et assurer le respect des mesures sanitaires.
- La fermeture des marchés locaux au Honduras et les restrictions sévères sur l'approvisionnement alimentaire ont conduit la population à défier le couvre-feu national décrété par le gouvernement et à descendre dans la rue. Les protestations exigeant l'accès à la nourriture ont été contrées par un recours disproportionné aux gaz lacrymogènes et aux détentions. Dans l'intervalle, les chaînes de supermarchés avec services de livraison ont continué à fonctionner.
- En Roumanie, l'Association roumaine des administrateurs de marchés (AAPR) a pris la décision de maintenir les marchés alimentaires ouverts pour aider les producteurs agricoles roumains à vendre leurs fruits et légumes, garantissant ainsi l'approvisionnement de la population en produits locaux frais et sains.

- Des groupes de Suède expriment leur inquiétude face au confinement de personnes âgées qui ont perdu l'accès physique à la nourriture et sont confrontées à des situations de faim et de malnutrition. Les gouvernements locaux et nationaux pourraient éviter cette situation grâce à divers mécanismes de soutien. À Genève et à Madrid, par exemple, un service de portail en ligne permet aux personnes d'aider celles qui sont à risque et dans le besoin en achetant et en livrant de la nourriture dans des conditions d'hygiène strictes, ou en accompagnant celles qui peuvent être confrontées à un stress psychologique en raison de leur isolement.
- En Belgique, certains groupes s'inquiètent des moyens de paiement numérisés pour l'aide alimentaire ou, de manière générale, de ces modes de paiement. Si les gens ne peuvent payer la nourriture que par des moyens numériques, les personnes qui n'ont pas d'accès numérique perdent dès lors leur accès à la nourriture. Les autorités ne devraient jamais refuser les paiements en espèces.
- Aux États-Unis, de nombreuses personnes perdent leur emploi, les écoles qui fournissaient une aide alimentaire aux enfants ont fermé et les travailleurs migrants ont cessé de recevoir un revenu quotidien. Why Hunger a proposé un fonds de réponse rapide pour soutenir les organisations de base et les organisations communautaires travaillant sur l'accès à la nourriture, les organisations de petits agriculteurs et de justice alimentaire, les syndicats et autres organisations travaillant au nom des travailleurs de la chaîne alimentaire.
- En Inde, de nombreux États ont fermé les *centres Anganwadi* (garderies rurales), interrompant ainsi l'approvisionnement en nourriture des enfants de moins de 6 ans, des femmes enceintes et des mères allaitantes. Sur cette note, la Cour suprême a émis une ordonnance stipulant qu'" *il est nécessaire que tous les États adoptent une politique uniforme afin de garantir que, tout en empêchant la propagation de Covid-19, les programmes visant à fournir des aliments nutritifs aux enfants et aux mères allaitantes ne soient pas affectés négativement*". La campagne indienne pour le droit à l'alimentation a proposé la livraison à domicile de repas nutritionnels à ces groupes cibles.
- En général, un grand nombre de personnes font face à des pénuries alimentaires dans les supermarchés, causées par la panique de la fermeture. Même si l'appel à la responsabilité morale et sociale peut fonctionner dans certaines situations, des réglementations étatiques raisonnables et proportionnées sont nécessaires pendant ces périodes pour garantir l'accès à la nourriture pour **to·te·s**. **L'Argentine fait figure d'exemple en la matière, ayant introduit une réglementation des prix pour certains produits alimentaires et hygiéniques.**

La majorité des exemples mentionnés ci-dessus proviennent d'Europe, de par la rapidité de propagation du virus. Nous n'avons pas encore de témoignages directs d'autres parties du monde où les membres du GNRTFN sont actifs, en particulier du Sud global.

Dans le cadre de nos efforts collectifs visant à responsabiliser les États vis-à-vis de leurs obligations en matière de RTFN face au COVID-19, nous invitons tous les membres du GNRTFN à collaborer pour surveiller l'impact des mesures visant à contenir le COVID-19 sur le RTFN des personnes et des communautés. Nous appelons en particulier à une réflexion collective sur ce que font nos gouvernements locaux et nationaux et sur ce que nous pouvons faire conjointement pour faire face à cette situation actuelle.

Nous avons créé un groupe Facebook fermé afin que vous puissiez partager votre travail et que nous puissions apprendre les uns des autres. Nous vous enverrons des invitations que vous pourrez accepter pour faire partie de ce [groupe Facebook](#). Bien entendu, vous pouvez

également nous envoyer des informations par courrier électronique (voir contact ci-dessous). Nous prévoyons d'organiser une série de webinaires afin de pouvoir évaluer collectivement la situation actuelle et de proposer d'éventuelles actions stratégiques concernant le GNRTFN.

Pour toute question, merci de contacter : secretariat@righttofoodandnutrition.org